

La Grèce en manque d'énergie



Presque tous les aspects de l'accord Europe-Grèce ont été disséqués par les médias. Cependant un domaine est passé inaperçu: le secteur énergétique bien que la liste des horreurs proposées par Bruxelles, inclue la privatisation de l'électricité, du gaz, du pétrole et du transport d'électricité. Ces pans de l'économie grecque vont passer dans les mains des entreprises allemandes ou françaises en quête de très bonnes affaires à vil prix.

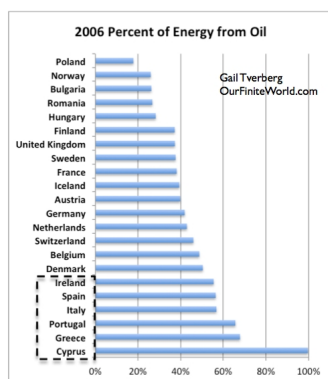
Avec ce plan, la Grèce a bien peu de chance de s'en sortir alors qu'elle dépend à plus de 67% du pétrole.

A touché le fonds et creuse encore

L'accord imposé à la Grèce par les banques privées et les politiques semble montrer une victoire à la Pyrrhus. Tel un boomerang, le problème va revenir dans les années à venir avec une violence et ampleur encore plus forte.

La Grèce, composée de 227 îles, bénéficiait d'une source énergétique accommodante quand le baril de pétrole flirtait à 20\$. L'électricité, la chaleur (chauffer le pain, fabriquer des briques, du ciment, etc.) ou les transports (maritime, automobile, marchandise) profitaient à une économie basée sur cette énergie bon marché.

Comme tous les PIIGS (Portugal, Irlande, Espagne, Italie), leurs économies se sont reposées sur le pétrole et le gaz pour activer leur croissance économique. Le graphique de 2006 ci-dessous a été sélectionné afin de souligner la situation avant le crash de 2008 et la poussée de fièvre du baril qui en quelques années passa de 20 à 147\$ le baril. Avec la chute de 25% du PIB, les chiffres ont diminué, mais la tendance est restée la même.



En quoi le pourcentage de consommation de produits pétroliers serait un problème pour un pays?

L'augmentation du PIB est solidement ancrée avec l'augmentation d'énergie qu'elle fut pétrolière, gazière, charbonnière ou renouvelable. Avec le pétrole et le gaz, la Grèce (comme les pays du PIIGS) a, pendant des années, misé sur les bons chevaux. Mais depuis 2008, la situation s'est totalement renversée pour connaître l'épisode actuel.

Aujourd'hui, avec la baisse du baril, la Grèce était en train de se redresser péniblement, mais dès la remontée des prix, la chute sera d'autant plus douloureuse.

L'aide de la Russie : Pétrole et Gaz. L'Allemagne: son charbon

Avant le dernier round des négociations avec Bruxelles, et bien conscient du noeud du problème, Vladimir Poutine avait proposé à Alexi Tsipras de lui livrer du gaz et du pétrole à prix réduit afin de relancer l'économie du pays et lui donner une chance de s'en sortir. Malheureusement, l'intransigeance de l'Europe en aura décidé autrement.

Cyniquement, l'Allemagne avait même proposé de vendre son charbon de lignite ainsi qu'une nouvelle centrale à charbon pour générer de l'électricité bon marché.

Goldman Sachs: la pieuvre

Durant ces dernières années, la Grèce n'a pas pu utiliser son budget pour investir dans des outils de production de produits ou de services afin de recréer des emplois ou de la richesse économique industrielle. En lieu et place, elle a dû rembourser les intérêts des banques privées, (seules les banques privées ont le droit de bénéficier des prêts à intérêt zéro de la Banque Centrale Européenne) qui ont réalisé d'énormes plus-values sur ces transactions. Le reste des actions pourries achetées par les banques ont été généreusement rachetées par les pays et soumises aux contribuables (France et Allemagne en tête).

N'oublions pas la Grèce a pu entrer dans l'Europe grâce aux falsifications de l'autre géant du pétrole, la Banque Goldman Sachs dont le directeur de l'époque, Mario Draghi, n'est autre que l'actuel directeur de la Banque Européenne BCE.

Le compte à rebours a commencé à peine clos le sommet de Bruxelles

Dans les mois à venir, la Public Power Corporation of Greece (électricité), Hellenic Petroleum, DEPA Natural Gaz et l'ADMIE compagnie du transport de l'électricité vont passer dans les mêmes mains qui étouffent le pays.

Il n'y a aucun doute que la Grèce souffre de maux chroniques (impôts, retraites généreuses, administration inefficace, etc.). Mais la difficulté de créer des produits ou d'avoir une industrie reflète la difficulté de compétition avec les autres pays.

Il est ainsi possible de voir pourquoi les leader politiques des autres pays font tout pour garder le système actuel qui ajoute des dettes et produit à n'importe quel prix environnemental de l'électricité bon marché.

Le compte à rebours a commencé. Pas seulement pour la Grèce, mais pour bien d'autres pays qui n'auront pas fait l'effort de sortir du pétrole et du gaz.

Avec les sources de Gail Tverberg

{rokcomments}